

Initiatives ministérielles

mais il n'a pas réussi à obtenir la majorité nécessaire pour être élu chef du parti en Colombie-Britannique.

Dans cette province, les libéraux ont fait des alliances avec les conservateurs, les réformistes, les membres de la *Flat Earth Society* et un tas d'autres cinglés de droite, tout cela pour empêcher le Nouveau Parti démocratique, le plus grand parti de la province, de prendre le pouvoir.

M. Milliken: Ils ont bien réussi.

M. Skelly (Comox—Alberni): C'est tout ce qui intéresse le député. La réalité est que c'est une mesure législative comme en veulent les Libéraux. Elle est demandée par deux des libéraux les plus en vue en Colombie-Britannique, soit un ancien chef et un candidat à la direction du Parti libéral dans cette province.

Je ne veux pas dire que c'est une mesure législative entièrement libérale, parce qu'elle est présentée par les conservateurs à la Chambre aujourd'hui. En Colombie-Britannique, les libéraux font des alliances avec les conservateurs pour empêcher le NPD d'accéder au pouvoir. Cela pose un problème. Nous voilà maintenant engagés dans un genre de querelle publique entre les deux partis.

La vérité, c'est que les libéraux croient précisément au même genre d'attaque contre les programmes sociaux que les conservateurs, c'est pourquoi ils vont voter contre cette motion qui a été présentée par mon collègue de Saskatoon. Ils savent que l'énorme majorité conservatrice de la Chambre va adopter ce projet de loi et qu'il sera appliqué aussitôt après son adoption, s'ils votent contre cette motion et s'ils la rejettent.

C'est exactement ce que les députés font en votant contre cette motion et ils le savent. Ils ont dû recevoir un appel téléphonique de Bill Vander Zalm et de Mel Couvelier pour leur dire comment voter sur cette motion.

M. Milliken: Comment pouvez-vous dire cela sans rire? Encore une stupidité!

M. Skelly (Comox—Alberni): Ce projet de loi est dangereux. Les ministériels, en face, nous ont toujours dit que nous devions réduire le déficit pour protéger les programmes sociaux. Le gouvernement dit que si nous ne réduisons pas le déficit et si nous n'arrêtons pas la croissance de la dette, le Trésor n'en finira plus de verser de l'argent aux banquiers, aux détenteurs d'obligations et aux créanciers de notre pays et nous ne pourrons plus maintenir les programmes sociaux aux niveaux quantitatifs et qualitatifs que nous voulons pour le Canada.

Le premier ministre dit que les programmes sociaux sont un dépôt sacré et qu'il veut réduire le déficit et la dette pour les maintenir. Il ne pense pas un mot de ce qu'il dit. Le programme des conservateurs pour le Canada a toujours été absolument identique à celui de Margaret Thatcher. Il est la copie conforme du programme mesquin de Ronald Reagan. Il n'y a absolument aucune différence entre ce programme et les attaques lancées contre les mesures sociales par Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. Le vrai mouvement idéologique derrière le projet de loi C-69, c'est que les conservateurs n'aiment pas les programmes sociaux, voilà tout.

Il y a d'autres moyens de réduire le déficit, et nous en avons proposé quelques-uns. La fin de semaine dernière, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures disait d'ailleurs que nous devrions peut-être réduire nos troupes en Europe ou nos armements, comme ces armes nucléaires périmées dirigées contre la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui sont maintenant de notre côté.

• (1740)

Pourquoi ne pas faire les réductions qu'il propose et économiser des milliards, Alors nous pourrions maintenir la qualité des programmes sociaux que nous avons et peut-être même les améliorer, pour qu'ils fassent ce qu'ils sont censés faire.

Ma fille termine son cours secondaire en Colombie-Britannique. L'an prochain elle ira à l'université. Du fait que la Colombie-Britannique ne contribue pas beaucoup au financement de l'enseignement postsecondaire, les frais de scolarité seront supérieurs à ce que ma fille peut payer. Si elle était à l'école au Québec, l'université lui coûterait le tiers de ce qu'il lui en coûtera en Colombie-Britannique.

Maintenant, le gouvernement plafonne le financement des programmes établis, ce qui fait qu'il n'y aura pas d'augmentation des sommes affectées à l'enseignement postsecondaire dans cette province. Les étudiants devront contribuer de plus en plus et, naturellement, un plus grand nombre d'entre eux atteindront le point fatidique où il ne leur sera plus possible de payer leurs études.

Voilà la politique conservatrice et mesquine que nous voyons dans ce projet de loi. En adoptant cette motion, nous pourrions retarder cette mesure législative suffisamment longtemps, surtout si quelques conservateurs l'appuient, pour qu'elle soit nulle et non avenue.